

Avant-propos

L'observation de la langue française dans le monde est une nécessité stratégique pour l'Organisation internationale de la Francophonie. Car observer, comme l'ont, entre autres, démontré les ethnologues au moins depuis Lévi-Strauss, ce n'est pas simplement enregistrer des faits et des chiffres, c'est comprendre au plus profond les situations afin d'en percevoir les particularités et d'en expliquer, le cas échéant, les évolutions, voire même de les anticiper.

Les autorités de certains de nos pays membres, le Canada et le Canada-Québec les premiers, mais aussi la France et la Communauté française de Belgique, ont été précurseurs dans le domaine des enquêtes et de la présentation de données sur le statut et l'usage de la langue française. Je songe, par exemple, aux nombreuses études de l'Office québécois de la langue française, à celles conduites par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France ou aux premiers travaux réalisés, dès 1986, par le Haut Conseil de la Francophonie, avec l'appui des ambassades de France dans le monde. Les chercheurs ont également tenté depuis plusieurs années, notamment au sein des différents réseaux de l'Agence universitaire de la Francophonie, de saisir les évolutions sociolinguistiques du français et des langues dites « partenaires ».

Tous ces efforts ont permis d'affiner, souvent empiriquement, les méthodes et d'améliorer la fiabilité des résultats obtenus. A l'occasion de la refondation de la fonction d'observation du français au sein de l'OIF, qui faisait suite à la disparition du Haut Conseil de la Francophonie en 2006, les instances de la Francophonie ont souhaité donner une impulsion décisive à cette progression, en demandant à l'OIF et au Secrétaire général de la Francophonie de veiller à franchir une étape supplémentaire. C'est pourquoi, l'Observatoire de la langue française de l'OIF s'est associé au réseau « Dynamiques des langues et Francophonie » de l'AUF, en partenariat avec le Secrétariat à la politique linguistique du gouvernement du Québec et la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, pour organiser un séminaire sur la méthodologie d'observation de la langue française.

C'est ainsi qu'une cinquantaine d'experts et de responsables d'organismes concernés par les langues, de chercheurs et universitaires représentant une dizaine de disciplines, en provenance d'une quinzaine d'Etats et gouvernements, membres ou non de l'OIF : Algérie, Bulgarie, Burkina Faso, Communauté française de Belgique, Canada, Canada Québec, Canada Nouveau-Brunswick, Etats-Unis d'Amérique, France (des universités d'Antilles-Guyane, Aix-en-Provence, La Réunion, Montpellier, Paris, Rennes, Rouen, Tours), Gabon, Liban, Mali, Maurice, Mexique, Sénégal, Suisse, Vietnam - ont rédigé des contributions et travaillé pendant trois jours.

Le résultat, dont le lecteur trouvera la quintessence dans une première partie, me semble être à la hauteur des ambitions de nos commanditaires et des initiateurs de l'opération. Tout en reconnaissant le travail accompli antérieurement, et notamment la pertinence de certains outils, comme la grille élaborée et progressivement perfectionnée jusqu'en 2004 par Robert Chaudenson, et la qualité et la fiabilité croissantes de certaines données produites, comme celles figurant dans le rapport *La Francophonie dans le monde* du Haut Conseil de la Francophonie, les débats ont permis de dégager certaines idées-forces qu'il conviendra de mettre en œuvre. J'en citerai trois qui me paraissent importantes :

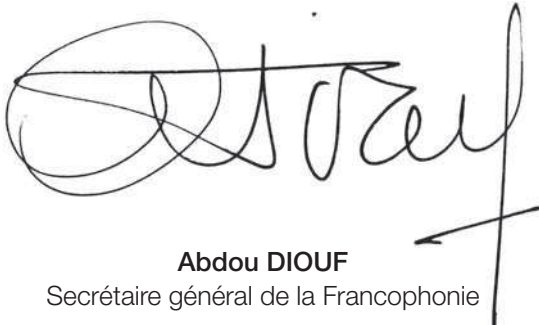
1. La nécessité impérieuse de connaître, dans tous les domaines, la situation réelle de la langue française dans nos pays membres et observateurs, mais aussi dans le reste du monde, au moins pour son enseignement et son usage dans la vie internationale.

■ Avant-propos

2. La légitimité de l'OIF à piloter l'observation, en partenariat avec les Etats membres, l'Agence universitaire de la Francophonie et les organismes en charge de la langue française ou de sa diffusion.
3. L'exigence d'apporter les améliorations nécessaires, dictées en particulier par les évolutions de la recherche et les perspectives offertes par l'interdisciplinarité, aux outils et méthodes existants, en s'en donnant les moyens, y compris financiers et humains.

Bien d'autres idées, et surtout de nombreuses contributions, remarquables par leur niveau scientifique comme par la richesse de leur apport à la réflexion, retiendront l'attention du lecteur de cet ouvrage, dont je me réjouis qu'il soit présenté à l'occasion du XIIIe Sommet de la Francophonie, au cœur duquel les Co-hôtes ont justement placé l'enjeu « langue française ».

Bonne lecture à tous !



Abdou DIOUF
Secrétaire général de la Francophonie